Tout savoir sur UA&ST SNUipp-FSU

Unité Action et sans tendance

UA et Sans Tendance c'est

- Des séminaires réguliers avant le CN.
- Une réunion le soir du 1er jour du CN.
- Une lettre d'infos régulière. Pour s'abonner, envoyez un courriel à jean-pierre.clavere@snuipp.fr
- Une revue bimestrielle *Enjeux.* Pour s'abonner, envoyez un courriel à olivier.kosc@snuipp.fr

Unité Action

et Sans Tendance

c'est désormais

un site internet :

https://ua-snuipp-fsu.fr/

une page Fb @uastsnuippfsu

Comité de Rédaction *: Alexandra Bojanic, Claire Billès, Guislaine David, Sophia Catella, Jean-Pierre Clavere, Régis Metzger, Nelly Rizzo, Rachel Schneider*

Edito

Le dernier épisode sur les masques révèle à quel point ce ministre n'a d'autre préoccupation que celle de son image et de sa vision de l'école. Toujours en retard d'un épisode, il continue de marteler qu'il a pensé à tout, jamais redevable d'arguments improbables, meilleur que les spécialistes de la santé. Et si jamais il était pris en défaut, il lui reste toujours la parade infaillible, celle de renvoyer au local l'appréciation de la situation sanitaire et de la mise en œuvre du plan de continuité pédagogique. Et, **il ne craint pas d'exposer sciemment les personnels au risque sanitaire.**

La rentrée a été joyeuse, la meilleure de sa mandature prétend-il. Ce dont il se réjouit sans doute le plus, c'est de l'occasion qui lui est donnée, en cette période de crise sanitaire où les collègues sont avant tout préoccupés par le retour aux apprentissages, d'accélérer la remise en cause des fondements de l'école publique : liberté pédagogique, réussite de toutes et de tous , laïcité.

Le « ministre des enseignant.es » n'est pas en capacité d'obtenir les moyens pour répondre au déclassement salarial. Avec aujourd'hui 100 millions de moins que les 500 annoncés à la sortie de l'hiver, il n'en continue pas moins de faire dans la surenchère. Il rajoute la prime d'équipement à son paquet cadeau et n'hésite pas à parler d'un « Grenelle des professeurs ». Avec 7 milliards, les personnels de la santé n'avaient eu droit qu'à un Ségur.

L'enjeu pour le SNUipp-FSU est de continuer à disséquer minutieusement, dans un contexte difficile cette désastreuse politique ministérielle, de porter avec la profession le flambeau d'un service public d'éducation de qualité afin de pouvoir mobiliser le 17 septembre et après pour une société solidaire, écologique et égalitaire.

Des conditions sanitaires qui ne protègent pas les personnels et les élèves

Nous le martelons depuis maintenant un mois, cette rentrée scolaire sous COVID est une rentrée hors-normes. Quoiqu'en dise le ministre, cette rentrée scolaire ne peut être ordinaire, et ce déni de la réalité est plus qu'inquiétant. Les conditions sanitaires après 15 jours de classes sont alarmantes. La préoccupation majeure des personnels reste la propagation du virus et le risque que les écoles deviennent des clusters. Et c'est surtout les contradictions et le flou général qui entourent cette rentrée. Depuis la mi-juillet, le ministre s'entête dans un protocole allégé qui ne permet pas une rentrée sereine. Il aura fallu dès la mi-août avancer nos revendications pour que le ministère s'exprime avant même sa conférence de presse de rentrée.

Mais au lieu de rassurer les personnels, la communication du ministre n'a fait que renforcer leurs craintes. Nous devons faire face dans tous les départements à des personnels inquiets qui risquent de s'épuiser rapidement avec la gestion locale qui est faite de la crise. Le cafouillage entre le ministère de la Santé et le ministère de l'Éducation Nationale autour de la capacité protectrice des masques tissus est symptomatique de la gestion gouvernementale de cette crise. Chacun avance dans son coin sans qu'une politique de gestion de crise et de protection des populations ne soit vraiment mise en œuvre. Aucun bilan n'a été tiré depuis le 13 mars. Alors que nos écoles sont sous-équipées en termes de sanitaires, il aurait fallu une dotation supplémentaire aux communes pour réaliser des travaux d'ampleur dans les écoles. Mais rien de tout cela n'a été mis en place.

Face à cette politique, nous devons être à l'offensive pour réclamer des mesures qui doivent protéger les personnels et les élèves. Nous le savons, c'est avec des mesures strictes (non -brassage, distanciation physique, hygiène fréquente) que nos écoles seront protégées de la propagation du virus et nous pourrons ainsi assurer la scolarisation de tous les élèves en présentiel. Notre revendication sur une médecine scolaire présente dans toutes les écoles doit être mise en avant car la responsabilité de renvoyer les élèves malades chez eux devient de plus en plus importante. Mais nous devons aussi continuer de revendiquer plus de moyens pour avoir des enseignant.e.s supplémentaires dans nos écoles, maîtres surnuméraires, enseignant.e.s spécialisé.e.s. Il nous faut affirmer l'exigence d'un protocole national qui ne permette pas une gestion différente localement et qui mette en sécurité les personnels et les élèves.

3 questions Nora Chelalou, Co-SD de la Réunion

A La Réunion, la rentrée s'est faite le 17 août. Dans quelles conditions ?

La Réunion a essuyé les plâtres en reprenant l'école mi-août avec un protocole allégé, un brassage des élèves autorisé et le port du masque non obligatoire. La seule consigne était le lavage des mains 4 fois par jour. Les enseignants ont fait leur rentrée comme si de rien n'était alors que la pandémie était bien là ! Nos alertes auprès de l'administration sont restées lettre morte. Mais la réalité a rattrapé tout le monde. A Saint Denis, ce sont plus d'une vingtaine d'écoles qui n'ont pu ouvrir leurs portes entrainant une véritable panique. Les collègues ont du se débrouiller seuls et ont fait avec les moyens du bord.

Quel a été le rôle du SNUipp ?

Nous avons fait de nombreuses tournées d'école pour distribuer soutien et conseils. La peur était palpable, les enseignants craignaient l'apparition de nouveaux clusters, la fermeture de classe, d'école voir le possible retour d'un confinement. La rentrée n'a vraiment pas été sereine et l'ambiance n'évolue pas beaucoup. Les classes continuent de fermer, les informations arrivent toujours au compte-goutte, elles sont peu claires voire divergentes. De nombreuses familles ne remettent pas leurs enfants à l'école par peur du virus. Une école qui accueille 100 élèves peut voir jusqu'à 40 d'entre eux absents. Cette situation est d'autant plus compliquée que les enseignants subissent des pressions de l'administration pour fournir la liste de ces élèves avec le motif fourni par les familles. Des demandes qui ne facilitent pas les relations école famille.

Quels sont les enjeux syndicaux ?

Obtenir de l'administration des réponses claires et qu'elle protège les élèves et les personnels. Si la Covid occupe tous les esprits, il nous faut aussi continuer d'informer sur les autres sujets comme les droits des personnels, le paritarisme, la direction d'école, la pédagogie… Nous devons continuer à nous retrousser les manches.

Evaluations : où en sommes-nous, où allons-nous ?

Alors que la session de septembre 2020 démarre pour les CP et les CE1, à peine plus de 10 000 collègues ont signé la pétition déclarant que ces évaluations ne doivent pas avoir lieu. Or pour la tendance Unité et Action, la question de notre lien à la profession est centrale : pas question pour nous de nous satisfaire d'un « syndicalisme de témoignage », où d'avoir raison mais sans les collègues.

Bien sûr, les enseignant-es ont en ce moment d'autres soucis que ces tests standardisés : mais faire fonctionner l'école sous COVID n'a pas fini de nous préoccuper, et la question du sens de notre travail ne peut être longtemps écartée.

Le SNUipp-FSU écrit sur son site : « Ces évaluations standardisées sont devenues au bout de trois ans le symbole du manque de confiance de la rue de Grenelle envers les enseignantes et les enseignants des écoles. » C'est vrai, car ces tests sont avant tout l'outil de pilotage de notre enseignement, au service d'une politique éducative qui veut en finir avec la pédagogie… Mais notre problème n'est-il pas que les collègues n'ont plus assez confiance en elles et eux-mêmes pour affirmer leur professionnalisme face aux injonctions de ce ministère ? Comment peut-on les aider à retrouver cette confiance ?

Le SNUipp-FSU joue un rôle unique dans la construction et l'évolution de l'identité professionnelle des enseignant-es du 1er degré. En plus d'être un syndicat de salarié-es, qui défend leurs droits individuels et collectifs, nous nourrissons le collectif professionnel : avec l'UDA, les universités de printemps et les stages dans les départements, avec nos publications et en premier lieu Fenêtres sur Cours, seule revue sur le métier présente dans toutes les salles des maître-sses, avec les échanges et débats que nous avons avec nos collègues lors de nos RIS, AG, tournées d'école…

Il nous faut donc continuer à informer la profession. N'en rabattons pas en nous disant que les collègues « ne sous suivent pas », mais donnons les éléments de réflexion utiles, qui pourront servir de point d'appui à celles et ceux qui refusent la perte de sens du métier. Ainsi, nous pouvons donner à voir pourquoi les évaluations nationales standardisées ne sont pas simplement inutiles : elles reposent sur un tri dans les savoirs, qui va accroitre les inégalités de réussite à l'école. En faisant croire par exemple que la fluence est la clé de la compréhension, elles éloignent pour de nombreux enfants la possibilité même de devenir lecteurs et lectrices expert-es… Nous avons commencé à rassembler des éléments concrets pour aborder ces questions avec la profession : non pour imposer une vision contre une autre, mais pour redonner une visibilité à des approches et des apports qui sont volontairement écartés par ce ministre. Nous pouvons être un lieu central de la dispute professionnelle, en donnant des éléments qui permettent de construire une critique solide et concrète de ces tests, et à travers eux de toute la politique éducative conduite actuellement. C'est à partir du métier que les enseignant-es jugent la politique éducative conduite.

C'est donc une campagne au long cours que nous construisons. Avec dans notre viseur une école égalitaire, une école commune, une école qui lutte vraiment contre les inégalités et qui fait réussir tous les enfants. Rien que cela.

Des évolutions indispensables pour la direction d'école

Depuis le suicide de Christine Renon l'an dernier, en lien direct avec la dégradation des conditions de travail des directrices et directeurs, le sujet de la direction ne cesse d'être mis en avant.

Envoi d'un questionnaires aux collègues en novembre, dont le ministère n'aura pas pris en compte les réponses jugées trop couteuses en termes de moyens, programmation d'un cycle de réunions en décembre, aussitôt avorté en janvier, proposition de loi à l'assemblée nationale déposée en mai et présentation d'un rapport de commission au Sénat en juin, les rendez-vous autant médiatiques que politiques n'ont pas manqué.

Le SNUipp-FSU a été présent à chaque moment, produisant des outils : 4p et analyses des textes pour informer, argumentations pour porter les revendications, compte-rendus … On aura rarement autant entendu parler de la direction !

Pour autant, dans les faits, ni le quotidien des directrices et directeurs ni le fonctionnement de l'école ne se sont améliorés. Au contraire, ils se sont dégradés. Si beaucoup de pistes ont été lancées, elles ne sont pas concrétisées. Un nouveau cycle de réunion s'ouvre et le SNUipp-FSU se doit de faire avancer les choses concrètement. Il y urgence !

La crise du Covid l'a montré, les directrices et directeurs occupent une place centrale et indispensable dans le fonctionnement de l'école. Que ce soit sur l'organisation du fonctionnement, sur l'écoute, sur les ressources apportées, la crise sanitaire a montré que leur rôle était essentiel en tant que facilitateur, coordonnateur entre les différents interlocuteurs : hiérarchie, municipalité, parents etc …. et organisateur de la mise en place de multiples directives, parfois contradictoires…

Parent, municipalité, IEN, enseignant-es, nombreuses ont été les personnes sollicitant le directeur-trice. Dans cette situation si particulière mais comme dans beaucoup d'autres, les directeur.trices se sont appuyés sur des compétences spécifiques à la fonction et ont montré leurs capacité à porter des expertises.

Un rôle central mais à aucun moment supérieur-e, un rôle central au sein d'un collectif...

Cette mise en évidence de la fonction des directrices et directeurs interroge nos mandats. Réfléchir à la nécessaire amélioration des conditions de travail des directeurs-trices, c'est définir ce qui leur est nécessaire pour faire leur travail, ce qui l'entrave, le facilite, l'empêche. C'est ainsi réfléchir aux rôles que les directeurs-trices doivent pouvoir jouer pour améliorer le fonctionnement en équipe au bénéfice de l'école. Nos mandats avance des pistes mais sont-elles suffisantes et ne doivent-ils pas prendre en compte les indispensables évolutions de la fonction ?

Les collègues l'ont dit dit, la crise en a montré l'importance, moins de tâches administratives sont nécessaires mais aussi plus de temps de décharge. N'est-il pas le moment de pousser la réflexion plus avant, d'interroger nos mandats et de réévaluer les quotités de décharge revendiquées que ce soit celles liées au nombre de classes comme d'être plus précis sur nos revendications de prise en compte du contexte : EP, RPI … ?

Si nous demandons plus de temps de décharge, ce dernier ne doit-il être envisagé dans le seul but de servir le travail de direction d'école, qui devient de plus en plus administratif éloignant, parfois jusqu'à l'isolement, les directrices et directeurs, ou devons-nous interroger leur rôle auprès des élèves en suggérant par exemple des possibilités d'interventions auprès d'eux, sans être nécessairement en charge de classe, légitimant alors encore plus leur place de pair-e parmi les pair-es ?

Autant de sujets sur lesquels nos collègues interpellent le SNUipp-FSU et qui, de plus, risquent fort d'être mis sur la table par le ministère.

Les directrices et directeurs d'école l'ont dit, ils veulent voir leur professionnalité, la spécificité de leur fonction reconnue, que la diversité de leurs compétences liées à leurs multiples missions soit prise en compte en compte. Le SNUipp-FSU se doit d'honorer ce rendez-vous avec la profession en enrichissant sa réflexion, en mettant en avant ces gestes professionnels. UA&ST vous propose d'engager la réflexion !

L'Italie, gestion de crise idéale ?

En Italie, C'est Lundi 14 septembre, que les élèves reprennent le chemin de l'école après six mois de fermeture. Pour rappel, les syndicats (de façon unitaire) ont signé des protocoles en août mais ont encore de forts doutes sur la réelle mise en œuvre de ceux-ci.

Il faut bien sûr retenir l'investissement conséquent dans l'éducation - 2,9 milliards – qui a permis de faire des travaux et d'investir dans du mobilier individuel mais tout n'est pas aussi rose qu'on pourrait le penser.

Les enseignant·es ne sont pas des fonctionnaires en Italie. Ils/elles sont des employé·es des services publics, avec des contrats de travail négociés par les syndicats. Le recrutement des enseignant·es a lieu fin août chaque année, ce sont les régions qui recrutent sur des listes selon les principes suivants dans l'ordre suivant :

- Recrutement par concours (contrats à durée indéterminée)
- Recrutement sur la liste 1 surtout pour les contrats à durée indéterminée (personnes qui ont la qualification d'enseignant-e et au moins 3 ans de remplacements)
- Recrutement sur liste 2 (personnes qui viennent d'obtenir la qualification mais n'ont jamais enseigné ou ont moins de trois ans de remplacements)
- Recrutement sur liste 3 (personnes ayant le master et souhaitant devenir enseignant·e mais n'ayant pas la qualification)

Les remplacements temporaires sont, par exemple, organisés surtout avec des personnes de la liste 2 et 3

Concernant l'annonce des 55 000 postes, il s'agit d'un budget alloué permettant le recrutement de personnels pour 1 an jusqu'au 30 juin. Ce ne sont donc pas des postes pérennes. En cas de nouveau confinement, ces personnels pourront être licenciés. Ce recrutement, les collègues italiennes l'appellent « effectifs COVID».

Enfin comme en France, le dialogue social fait furieusement défaut. Leur ministre se plaignait fin août encore dans les médias des syndicats enseignants qui voulaient empêcher la rentrée. Plusieurs syndicats des personnels de l'éducation (FLC-CGIL, CISL Scuola, UIL Scuola Rua, Snals Confsal et Gilda Unams) appellent à manifester le 26 septembre, "pour réaffirmer le rôle central et prioritaire de l'école", et pour "dénoncer les retards et incertitudes qui accompagnent la rentrée, et qui risquent d'en compromettre l'ouverture en présentiel et en sécurité", écrivent-ils dans un communiqué commun. Ils dénoncent notamment des ressources insuffisantes.

Unité Action

et Sans Tendance

c'est désormais

un site internet :

https://ua-snuipp-fsu.fr/

une page Fb @uastsnuippfsu

Le regard de l'Historien

Pourquoi la FSU et du coup le SNUipp-FSU sont-ils organisés en courant de pensée ?

Ce choix prolonge une tradition du syndicalisme enseignant. Tous les syndicats sont traversés par des sensibilités diverses, mais lui seul a officialisé son pluralisme interne, pour organiser leur confrontation. Dans les années 1920, sa branche la plus combative, la Fédération Unitaire de l'Enseignement, est traversée par des conflits politiques au sujet de la Révolution russe. La reconnaissance des tendances, qui offre des garanties à la minorité anarchiste, évite la scission. Toutefois, les syndicalistes réformistes y voient un risque pour l'efficacité de l'action syndicale. Ils changent d'avis en 1947, lors de la scission confédérale qui amènera à la création de la FEN. La majorité réformiste canalisera alors les cégétistes en les enfermant dans un ghetto. Elle impose l'homogénéité des exécutifs qui viennent entièrement de ses rangs. L'École Émancipée y était alors favorable, car si elle apprécie la liberté de parole que les tendances lui donnent, elle refusait alors toute responsabilité, dans un esprit de syndicalisme révolutionnaire. La création de la FSU est l'occasion de remettre les choses à plat. Unité et Action regrette le côté rigide du fonctionnement en tendance, qui aboutit à une sclérose du débat, des prises de positions stéréotypées. Elle s'est longtemps battue pour introduire plus de souplesse, avec la possibilité de déposer des candidatures individuelles, sans tendance, ou celle de faire des listes communes. Le système actuellement en vigueur résulte donc d'un compromis. Il maintient les tendances mais associe les grands courants aux responsabilités. On assiste à une véritable mue de l'EE, au prix d'une scission avec *Émancipation* qui décide d'accepter l'échange d'idées et la construction de positions communes. Malgré les difficultés, une culture de la synthèse a émergé dans le SNUipp-FSU.

Laurent FRAJERMAN, Professeur agrégé d'Histoire et Chercheur à l'institut de recherche de la FSU

Qu'est-ce qui fait la spécificité du courant de pensée UA au sein du SNUipp ? Dans le paysage syndical ?

L'origine d'UA se trouve dans le courant cégétiste de la Fédération de l'Éducation Nationale. Fondamentalement, pour ses militant-es, la lutte n'est pas un dernier recours, un acte dérangeant, mais un aspect normal de l'action d'un syndicat. UA garde d'ailleurs des points communs avec ses cousins CGT de la Fonction publique, mais elle est d'abord une version musclée des traditions syndicales enseignantes, comme en atteste le choix de créer la FSU en 1992. Michel Deschamps, le 1er secrétaire général de la FSU, théorisait l'idée qu'elle concilie action et proposition. Il est vrai qu'UA a toujours voulu joindre rassemblement du plus grand nombre et volontarisme dans l'action. Les débats syndicaux étaient alors irrigués par des références idéologiques, alors qu'aujourd'hui, ils sont beaucoup plus pragmatiques. Pendant longtemps, les militant·es d'UA se définissaient aussi par une référence politique souvent attachée au PCF, ou quelquefois à l'aile gauche du PS. La création du SNUipp-FSU a occasionné à la fois un élargissement du spectre politique et un recentrage sur la profession. Pour UA, l'indépendance politique n'est pas la neutralité, d'autant que le syndicat doit assumer ses valeurs, y compris quand elles nécessitent de convaincre les personnels. Le succès de cette tendance s'explique par sa volonté constante de se situer dans une perspective majoritaire. À la création du SNUipp, impulsé par le dynamique duo Daniel Le Bret/Nicole Geneix, UA SNUipp se réapproprie une partie des thèmes de l'ancienne FEN sur les questions éducatives notamment tout en développant une ligne combative. Le mouvement de 1995 a profondément marqué cette mutation : pas d'auto limitation dans la grève, mais la recherche d'une efficacité maximale, la recherche d'une radicalité qui soit suivie par le plus grand nombre. Unité et Action est la tendance qui dirige la FSU et qui assume les choix stratégiques du syndicat.

La création du SNUipp-FSU a occasionné à la fois un élargissement du spectre politique et un recentrage sur la profession.